

Baccalauréat Technologique

Session 2012

Histoire-Géographie

Série : Sciences et Technologies de la Santé et du Social

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

Les calculatrices ne sont pas autorisées

Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1^{ère} partie.
10 points

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la 2^{nde} partie.
10 points

Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.
La feuille **Annexe page 11/11** est à rendre avec la copie d'examen.

PREMIERE PARTIE

Questions d'histoire

1. Indiquez deux caractéristiques du régime politique de la Cinquième République.
(2 points)
2. Donnez la définition de supranationalité.
(2 points)
3. Quelle est la période-clé des indépendances en Afrique subsaharienne ?
(1 point)

Questions de géographie

4. Citez un acteur majeur de la mondialisation.
(1 point)
5. Justifiez à l'aide de deux arguments l'affirmation suivante : « L'espace mondial est dominé par les Etats-Unis ».
(2 points)
6. Sur le fond de carte fourni en **annexe page 11/11**, localisez et nommez deux pays francophones situés en dehors de l'Europe.
(2 points)

SECONDE PARTIE

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices

Exercices portant sur les sujets d'étude du programme d'histoire

Exercice n°1. Sujet d'étude : Léopold Sédar Senghor

Document

« Nous commémorons cette année le centième anniversaire de la naissance de Léopold Sédar Senghor qui fut, à la fois, un poète d'exception, un parlementaire clairvoyant et le premier président de la République du Sénégal. (...) [Ce colloque] nous réunit aujourd'hui pour rendre ainsi hommage à celui qui fut, il ne faut pas l'oublier, un député de la République française. (...)

Elu par trois fois député du Sénégal, de 1946 à 1958, il gommait déjà les frontières étroites de la France en chantant les avantages d'une alliance de tous les peuples d'Outre-mer, d'une harmonie culturelle et politique qui dessinerait autour du globe un bel arc-en-ciel de frères de toutes les couleurs. C'est bien une vision poétique et idéaliste que Senghor tenta de transposer en politique.

Ceux qui opposèrent la lutte pour la négritude et l'attachement francophone de Senghor ont abîmé la richesse d'une pensée plurielle et florissante, partisane du « métissage culturel ». (...)

Plus de justice pour les territoires revenait à concrétiser l'équité indispensable à la réalisation d'une « Union » française composée de citoyens égaux et solidaires. L'œuvre d'unification qu'il entreprit, en travaillant inlassablement pour revaloriser les statuts des employés sénégalais ou multiplier le personnel éducatif en Afrique, ne peut se comprendre qu'à la lumière de son adhésion à une tradition quasi mythique : celle de la France terre d'égalité, celle de la France mère des Droits de l'Homme. (...)

Grâce à son esprit de tolérance, à son réalisme et à sa grande sensibilité, Senghor a su relever ce défi de taille : mener le Sénégal à l'indépendance dans la paix et construire un Etat démocratique qui perdurera. Il a laissé une trace forte dans l'histoire du XX^e siècle et a su incarner son pays comme peu d'autres chefs d'Etat. »

Extraits du discours de M. Jean-Louis Debré, président de l'Assemblée nationale, lors du colloque organisé à l'Assemblée nationale le 26 juin 2006, « Léopold Sédar Senghor : la pensée et l'action politique »

Questions :

1. En indiquant les dates, précisez quelles fonctions politiques successives a exercées Léopold Sédar Senghor.
2. Sur quelles valeurs s'appuie Senghor dans sa lutte pour l'indépendance des peuples colonisés ?
3. Peut-on affirmer, comme l'auteur du document, que Senghor a su « mener le Sénégal à l'indépendance dans la paix et construire un Etat démocratique qui perdurera » ? Justifiez votre réponse.
4. Expliquez ce que sont la lutte pour « la négritude et l'attachement francophone de Senghor » ?
5. A partir du document et de vos connaissances, montrez l'originalité de l'itinéraire intellectuel et politique de Léopold Sédar Senghor.

Exercice n°2. Sujet d'étude : La guerre du Biafra (1967-1970).

Document

Après trente-deux mois d'une guerre féroce, le Nigeria a écrasé la sécession biafraise. (...)

On se battait encore en brousse lorsque, le lundi, le général Gowon a reçu l'ambassadeur d'URSS à Lagos, M. Alexander Romanov, pour lui dire sa gratitude. Assurée par les Russes et les Britanniques, l'abondance des armes a triomphé de la pauvreté des moyens. Sur la France, qui avait donné aux Biafrais de rares mortiers et quelques fusils pour braconner, est tombé, mercredi, le verdict de Gowon : ses offres de secours sont repoussées, et elle est rangée sans ménagement dans le quarteron des "pays hostiles", avec l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie.

(...)

Le front a craqué en trois jours. "Les Ibos, nous dit le Dr Bernard Kouchner, médecin de la Croix-Rouge française qui a effectué trois séjours au Biafra, étaient vidés et las, plus vidés que las. (...) Pendant toute l'année 1968, il y avait plusieurs milliers de morts par jour. (...) Le front s'étant stabilisé, beaucoup de villageois avaient pu cultiver du manioc. Mais, dans chacun des 240 centres pour enfants, trois à cinq enfants mouraient tous les jours. Les prises de sang étaient révélatrices : 50 % seulement de globules rouges."

Et Monseigneur Jean Rodhain, à qui le Pape vient de confier une "mission d'information" au Nigeria, donne ce détail : il a fallu interrompre les envois de sacs de farine de 100 kilos, et les remplacer d'urgence par des sacs de 5 à 10 kilos. Comme la guerre, les secours étaient trop lourds pour les bras biafrais. (...)

En 1960, une indépendance paisible fit miroiter aux yeux de l'Afrique un Nigeria enviable. (...) Grâce à son cacao, à ses arachides, à son étain, le Nigeria accumule des réserves : 1 milliard de francs en 1967. Les dimensions de son marché intérieur attirent les investissements étrangers; ceux-ci, à leur tour, favorisent son industrialisation rapide. Et, surtout, le pétrole, timidement jailli dès 1955, va, à partir de 1963, transformer son destin. Et le dramatiser.

D'après « La guerre du Biafra: pourquoi ? », article publié le 19 janvier 1970 dans l'hebdomadaire français *L'Express*

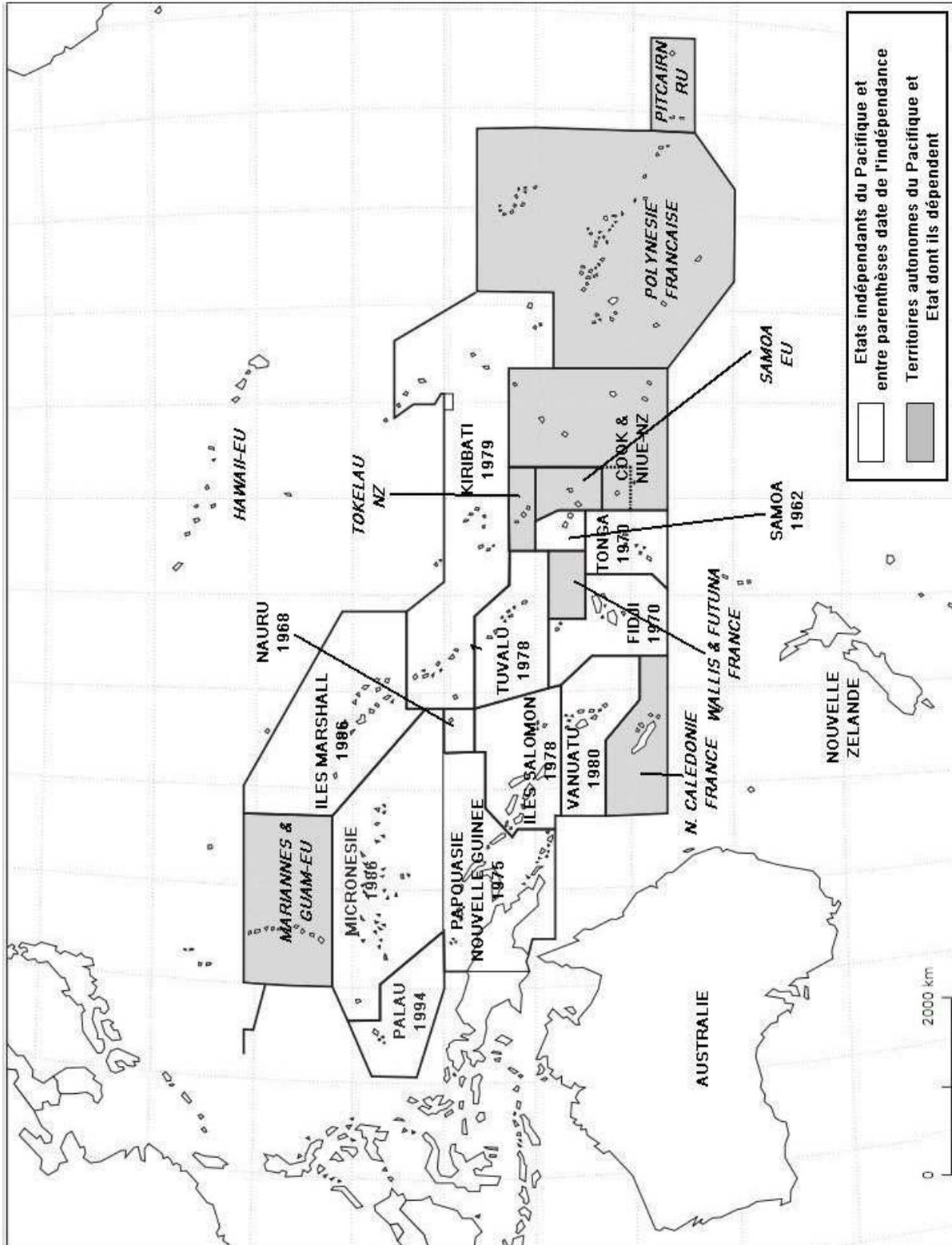
Source : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/retour-sur-la-guerre-du-biafra_497450.html

Questions :

1. Pourquoi pouvait-on penser en Afrique que le Nigéria bénéficiait d'une situation « enviable » après l'indépendance ?
2. Expliquez le passage souligné.
3. Montrez que ce conflit n'est pas seulement une guerre civile mais qu'il a aussi une dimension internationale.
4. En vous appuyant sur la nature du document et son contenu, montrez qu'il révèle que ce conflit a été à l'origine d'une prise de conscience de l'opinion publique internationale.
5. Peut-on considérer la guerre du Biafra comme un événement majeur de l'histoire post-coloniale de l'Afrique ? Justifiez votre réponse.

Exercice n°3. Sujet d'étude : Les territoires français du Pacifique

Document 1 : Carte politique du Pacifique



Document 2 :

« Dans les îles d'Océanie, l'autorité politique est plurielle et se manifeste à plusieurs échelles. Les archipels non indépendants sont liés à leur métropole par des liens plus ou moins forts qui laissent une place variable à l'expression d'une autorité locale.

En outre, la coutume reste très présente dans la plupart des îles et les Constitutions des États d'Océanie s'y réfèrent souvent. Les archipels doivent donc définir le poids respectif dans leurs institutions de la coutume et des principes démocratiques hérités de la métropole.

Les archipels qui ne sont pas pleinement indépendants jouissent de statuts variés, les liant plus ou moins à leur métropole. (...)

Certains territoires demeurent dépendants d'une métropole tout en étant plus ou moins autonomes. Suite à la crise néo-calédonienne des années 1980, la France a été poussée à considérer les particularismes de ses territoires d'outre-mer, devenus en 2003 des collectivités d'outre-mer, et à approfondir leur autonomie. L'État entreprend ainsi de transférer à la Nouvelle-Calédonie une partie de ses compétences non régaliennes¹. De même, la Polynésie française bénéficie d'une large autonomie politique.

La définition du pouvoir en Océanie pose la question de l'articulation entre les institutions coutumières et démocratiques. (...) À Wallis-et-Futuna, [la] collectivité d'outre-mer englobe trois royaumes dont les tracés sont repris par les circonscriptions administratives. Celles-ci ne sont pas divisées en communes mais en districts subdivisés en villages dirigés par des chefs. Les rois détiennent l'autorité coutumière dans leur royaume, sont entourés d'un Premier ministre et de ministres choisis au sein des villages et composent ensemble le conseil territorial que préside l'administrateur supérieur représentant l'État français. Parallèlement à la hiérarchie coutumière, l'archipel élit au suffrage universel une assemblée territoriale et des représentants au Parlement.

(...) Dans un même archipel, plusieurs types d'autorité peuvent donc s'exprimer et se superposer partiellement ou en totalité. »

F. Argounes, S. Mohamed-Gaillard, L. Vacher, *Atlas de l'Océanie, continent d'îles, laboratoire du futur*, Editions Autrement, 2011

1. Compétences non régaliennes : compétences qui ne sont pas dans les domaines de la justice, de l'ordre public, de la défense, de la monnaie et des affaires étrangères.

Questions :

1. En vous appuyant sur les documents 1 et 2, présentez les particularités des Territoires français du Pacifique.

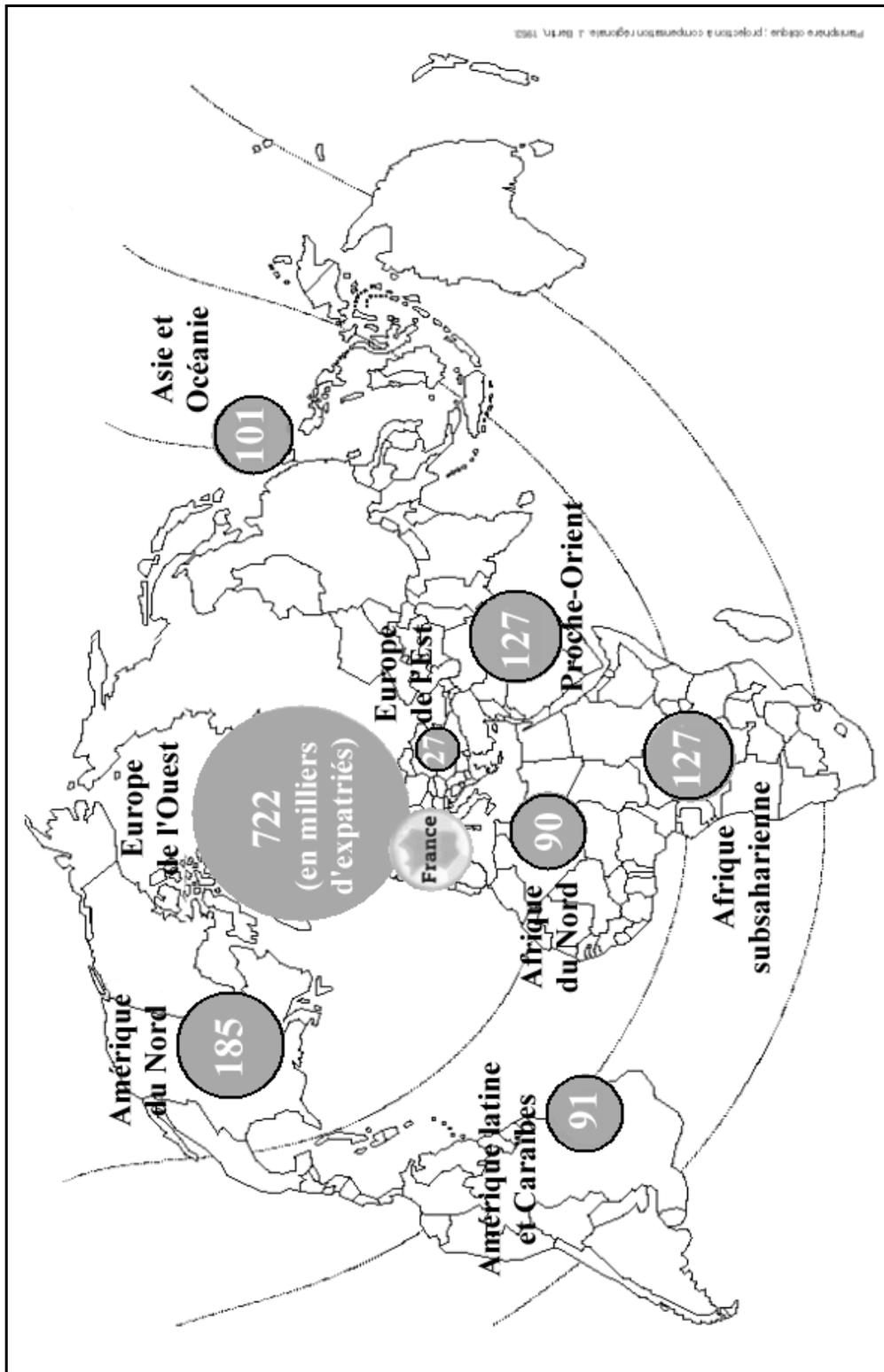
2. Expliquez la phrase suivante : « (...) la Polynésie française bénéficie d'une large autonomie politique. »

3. Expliquez la phrase soulignée à partir de l'exemple de Wallis et Futuna.

4. Quelle est l'importance de ces territoires du Pacifique pour la France ?

Exercice n°4. Sujet d'étude : Les Français dans le monde, de nouvelles mobilités

Document 1 :



D'après « Population française inscrite au 31 décembre 2010 » ;
ministère des Affaires étrangères.

Source : <http://diplomatie.gouv.fr> (Les Français établis hors de France - France-Diplomatie-Ministère des Affaires étrangères et européennes.htm)

Document 2 :

« La capacité d'un État à s'ouvrir au monde a toujours été un ressort fondamental de son rayonnement.

Aujourd'hui, cette ouverture n'est plus une option stratégique. C'est une nécessité, dans un monde qui se nourrit d'échanges et de flux - flux de marchandises, de capitaux, d'informations ou de personnes. Ce principe de libre circulation est d'ailleurs à la base du projet européen.

Les Français, qui sont de plus en plus nombreux à s'établir hors de France, sont au diapason de cette mondialisation quoiqu'on en dise. Au cours des 10 dernières années, le nombre des inscrits au registre consulaire a augmenté de 50 %. Cette croissance est particulièrement forte dans certaines régions, comme l'Asie ou l'Amérique du Sud.

Dans tous les domaines, économique, commercial, culturel, linguistique, l'expatriation est un facteur irremplaçable de la réussite de la France.

L'expatriation est également un atout majeur pour permettre à notre pays de se moderniser. Connaître de nouvelles cultures, découvrir d'autres systèmes, comparer les expériences, échanger les bonnes pratiques, nous avons tout à y gagner : c'est le meilleur moyen non seulement de cesser de nous dévaloriser alors que nous avons des atouts considérables, mais aussi d'identifier des insuffisances réelles qu'il nous appartient de corriger. »

Extrait du discours d'Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, lors de la 15^{ème} session plénière de l'Assemblée des Français de l'Etranger, Paris, 27 septembre 2011.

Questions :

1. Dans quelles régions du monde se sont principalement installés les Français expatriés (document 1) ?
2. Pourquoi l'Europe de l'Ouest est-elle la première région d'expatriation (document 1) ?
3. En vous appuyant sur le texte, expliquez dans quel contexte international se situe aujourd'hui l'expatriation des Français (document 2).
4. Pourquoi la croissance du nombre des inscrits au registre consulaire est-elle « particulièrement forte » en Asie et en Amérique du Sud (documents 1 et 2) ?
5. Dans quelle mesure la présence de ces Français à l'étranger contribue-t-elle au « rayonnement de la France » ?

ANNEXE à rendre avec la copie d'examen

